

Président Vincent Auriol

1884-1966



Dessiné par Jean Pheulpin

Gravé en taille-douce
par Georges Bétemps

Format vertical 22 × 36
(dentelé 13)

50 timbres à la feuille

Vente anticipée le 3 novembre 1984
à Revel (Haute-Garonne)

Vente générale le 5 novembre 1984

12,20

*Ce que je vois dans ma haute fonction,
c'est le service de la République,
et non point un service mondain.*

Vincent Auriol

Né à Revel le 27 août 1884, Vincent Auriol était le fils d'un modeste boulanger. Élève studieux, collégien appliqué, étudiant brillant, il s'installe - après ses succès à la licence et au doctorat de droit - comme avocat et journaliste à Toulouse. En mai 1914, inscrit sur la liste conduite par Jaurès, il est élu député de la Haute-Garonne, circonscription de Muret. Toute sa vie il restera attaché à cette modeste sous-préfecture dont il deviendra le maire.

A Paris, il rencontre Léon Blum. C'est le début d'une longue amitié que rien, jamais, ne viendra rompre. En 1920, au congrès de Tours qui consomme la rupture entre socialistes et communistes, il se range aux côtés de Léon Blum et devient vite un des membres les plus influents de la SFIO dont il devient l'expert financier. C'est tout naturellement qu'en juin 1936, son ami Léon Blum lui confie le portefeuille des Finances dans le Cabinet du Front Populaire qu'il constitue. Par la suite, il sera ministre de la Justice dans le Cabinet Chautemps (1937-1938) et ministre d'État (1938) dans le second ministère Blum.

Survient la guerre et l'armistice de juin 40. Il est un des 80 parlementaires qui refusèrent, à Vichy, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Arrêté en septembre 1940, interné à Pellevoisin, puis placé en résidence surveillée, il réussit à s'échapper (octobre 1943), et à gagner Londres.

Après le débarquement allié en Afrique du Nord, il rejoint Alger où il siège à l'Assemblée Consultative et préside la Commission des Affaires étrangères. A la Libération, il rentre en France et occupe, dans le Cabinet du Général de Gaulle, le poste de ministre d'État avant d'être appelé à présider les deux Assemblées Constituantes (1945-1946) et l'Assemblée Nationale élue le 10 novembre 1946. Il n'occupera cette fonction que quelques semaines. Le 16 janvier 1947, il est élu Président de la République.

Son septennat fut une réussite. Politiquement son rôle est délicat. Entre la double opposition gaulliste et communiste qu'il rencontre, il s'efforce de constituer une "troisième force". Les temps

sont difficiles. Il y a la France détruite par la guerre à reconstruire; le ravitaillement des Français, durement touchés par les restrictions, à assurer, l'inflation menaçante à discipliner. Vincent Auriol fait front et il réussit si bien dans cette triple tâche qu'à l'expiration de son mandat ses amis le prient avec insistance de solliciter un second septennat. Il refuse. Mais avant de quitter l'Élysée le 28 juin 1953, il lance un ultime message aux Français : "La démocratie est le plus difficile des régimes. L'autorité de l'État est nécessaire. Une révision des institutions est indispensable".

Il ne sera pas entendu. Redevenu simple citoyen (à partir de 1960 il refuse de siéger au Conseil Constitutionnel) il meurt à Paris le 1^{er} janvier 1966.